

Au Journal officiel du 26 mars au 1er avril 2016

Au Journal officiel du 26 mars au 1er avril 2016

04/04/2016

Au Journal officiel du 26 mars au 1er avril 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 26 mars 2016 :

- Ordonnance n° 2016-351 du 25 mars 2016 sur les **contrats de crédit aux consommateurs relatifs aux biens immobiliers à usage d'habitation**. - *Modification du Code de la consommation et du Code monétaire et financier. - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 13) ;*
- Ordonnance n° 2016-354 du 25 mars 2016 relative à **l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du Code de l'environnement**. - *Modification du Code de l'urbanisme et de l'ordonnance n° 2014-619 du 12 juin 2014 ;*
- Décret n° 2016-355 du 25 mars 2016 relatif à **l'articulation des procédures d'autorisation d'urbanisme avec diverses procédures relevant du Code de l'environnement**. - *Modification du Code de l'urbanisme et du décret n° 2014-751 du 1er juillet 2014 ;*
- Décret n° 2016-350 du 24 mars 2016 portant diverses modifications du titre IV du livre Ier du Code de l'énergie. - *Modification du Code de l'énergie ;*

Au JO du 27 mars 2016 :

- Décret n° 2016-357 du 25 mars 2016 modifiant le décret n° 2007-1665 du 26 novembre 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la direction générale des douanes et droits indirects. - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 10, I et 12) ;*
- Décret n° 2016-359 du 25 mars 2016 **relatif à la garantie financière en cas de vente en l'état futur d'achèvement**. - *Modification du Code de la construction et de l'habitation. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière au 1er juillet 2016 (cf. art. 8) ;*
- Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 **relatif aux marchés publics**. - *Modification du Code général des collectivités territoriales, du Code de justice administrative, du Code de procédure civile, du Code de l'urbanisme, du Code général de la propriété des personnes publiques, du Code de la santé publique et de plusieurs textes non codifiés. - Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2016 (cf. art. 188) ;*
- Décret n° 2016-361 du 25 mars 2016 **relatif aux marchés publics de défense ou de sécurité**. - *Modification du Code de la défense. - Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2016 (cf.*

art. 154).

Au JO du 30 mars 2016 :

- Décret n° 2016-364 du 29 mars 2016 **fixant les exigences de sécurité concernant les bicyclettes**. - Abrogation du décret n° 95-937 du 24 août 1995. - Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2016 (cf. art. 10).

Au JO du 31 mars 2016 :

- Décret n° 2016-379 du 30 mars 2016 relatif aux **modalités de mise en œuvre de la limitation des sacs en matières plastiques à usage unique**. - *Modification du Code de l'environnement*. - Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2016 (cf. art. 2) ;
- Décret n° 2016-381 du 30 mars 2016 relatif aux **modalités d'accès à la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière**. - *Modification du Code de la route* ;
- Décret n° 2016-382 du 30 mars 2016 **fixant les modalités d'établissement de l'état des lieux et de prise en compte de la vétusté des logements loués à usage de résidence principale**. - Ce texte entre en vigueur le 1er juin 2016 (cf. art. 5) ;
- Décret n° 2016-383 du 30 mars 2016 **fixant le montant maximal de la majoration de la prime annuelle d'assurance pour compte du locataire** ;
- Décret n° 2016-384 du 30 mars 2016 fixant les conditions de délégation de l'exercice du droit de préemption urbain par les organes délibérants des organismes mentionnés à l'article L. 211-2 du Code de l'urbanisme . - *Modification du Code de l'urbanisme* ;
- Arrêté du 29 mars 2016 **fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics**. - Abrogation de l'arrêté du 28 août 2006. - Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2016 ;
- Arrêté du 22 mars 2016 modifiant l'arrêté du 27 juillet 2004 relatif au contrôle technique des véhicules lourds. - *Modification de l'arrêté du 27 juillet 2004* ;
- Arrêté du 25 mars 2016 portant modification de l'arrêté du 21 janvier 2016 autorisant la mise en œuvre par le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Suivi de consultation bulletin n° 2 » (SCB2). - Modification de l'arrêté du 21 janvier 2016. - Voir également CNIL, délibération n° 2016-073 du 24 mars 2016 ;
- Arrêté du 29 février 2016 portant **création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel de gestion du fichier des contrats de capitalisation et d'assurance vie dénommé « Ficovie »** ;
- Arrêté du 29 février 2016 portant **création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Paiement des amendes par intranet » (PAI)** ;
- Arrêté du 22 mars 2016 **modifiant les titres IV et V de la troisième partie (Arrêtés) du livre III du Code de l'urbanisme relatif à la subvention de l'État au sein des fonds régionaux d'aménagement foncier et urbain pour les opérations à vocation de logements sociaux**. - *Modification du Code de l'urbanisme*.

Au JO du 1er avril 2016 :

- Ordonnance n° 2016-388 du 31 mars 2016 **relative à la désignation des conseillers prud'hommes**. - *Modification du Code du travail*. - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 4) ;*
- Ordonnance n° 2016-391 du 31 mars 2016 **recodifiant les dispositions relatives à l'outre-mer du Code rural et de la pêche maritime**. - *Modification du Code rural et de la pêche maritime, du Code de l'action sociale et des familles, du Code de commerce, du Code général des impôts, du Code de la sécurité sociale et du Code de l'urbanisme*. - *Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2016 (cf. art. 20) ;*
- Ordonnance n° 2016-394 du 31 mars 2016 **relative aux sociétés constituées pour l'exercice en commun de plusieurs professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé**. - *Modification du Code de commerce, du Code de la propriété intellectuelle, de la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990, de la loi n° 66-879 du 29 novembre 1966, de l'ordonnance du 10 septembre 1817, de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945, de l'ordonnance n° 45-2592 du 2 novembre 1945, de l'ordonnance n° 45-2593 du 2 novembre 1945 et de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971*. - *Ce texte comporte une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 13) ;*
- Décret n° 2016-389 du 30 mars 2016 relatif à l'organisation de l'Institut national de police scientifique. - *Modification du Code de la sécurité intérieure*. - *Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art 11) ;*
- Décret n° 2016-390 du 30 mars 2016 modifiant le Code de procédure pénale (partie réglementaire) et relatif à l'attribution de la qualité d'officier de police judiciaire aux militaires de la gendarmerie nationale et aux fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale. - *Modification du Code de procédure pénale*. - *Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2016 (cf. art. 2).*

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA